**Partage – Marie Benketaf (Responsable zone Afrique), Cécilne**

**Partage c’est une association de solidarité internationale, creee pour repondre aux besoins d’enfants pendant et après la crise au vietnam.**

**Education, santé, alimentation, protection contre les abus**

**Pas d’actions sur le terrain, ni d’equipe d’appui sur le terrain – on appuye des organisations locales (bailleur de fonds principalement, mais aussi un role d’accopagnmenet technique et organisationnel). Financement specifique pour le renforcement des capacités.**

**On travaille en ce moment que avec le Burkina – on soutien 3 organisations. Un rural, 2 urbaines et peri-urbaines. Une organisation qui mets en place des ecoles bilingues dans la region de Fadah a besoin de plus d’appuie que les autres car elle fait face à une situation de crise.**

1. **Les pratiques / expériences des OSC en situation de crise**
   1. Est-ce qu’il y a **un secteur de l’éducation** pour lequel vous estimez ou constatez que les OSC interviennent en particulier sur :
      * La petite enfance
      * Le primaire
      * Le secondaire
      * La formation professionnelle
      * Des populations spécifiquement confrontées à une situation d’urgence et de crise ? (localisation, profiles, etc.) et les plus vulnérables (ex. en situation de handicap, filles/femmes, orphelins, albinos, ethnies/minorités…)

Nos partenaires sont différents, et ont tous un mode opératoire et un public cible différent. A l’Est le partenaire travaille avec le primaire, dans la capitale le partenaire cible les enfants de la rue. Et le dernier à une approche holistique, accompagnant les enfants de la petite enfance jusqu’à la formation professionnelle

Dans le cadre du projet de l’Est c’est vraiment dans la zone rurale donc les gens touchés sont encore plus vulnérables.

En ville, le ciblage est vraiment fait par la vulnérabilité (situations sociales et économiques), surtout les orphelins. Approche para-sociale. Pas un profil type. Ca arrive d’aider les enfants en situation et handicap, mais ce n’est pas un cible spécifique.

MICRO-projet – soutenir les mamans de famille. Cas par cas.

* 1. Sur quel secteur de l’éducation les **filles** sont les plus vulnérables ? Quelles réponses ont été apportées ?

Nos partenaires n’ont pas vraiment une approche genre très marquée. Dans la capitale il y a des projets spécifiques pour les filles de la rue qui font face aux problématiques particulières (prostitution, les enfants nés de la prostitution).

Il y a aussi des actions de sensibilisation sur les mariages précoces, grossesses précoces, rapt (coutume locale d’enlèvement des filles), avec la communauté. Echanges via des radios pour qu’il y ait une connaissance de la cadre légale – pour savoir que c’est interdit et quoi faire quand vous voyez ca arriver (solutions pratiques ainsi que la sensibilisation). Les organisations ne prennent pas en charge les filles dans ce cas, elles les mettent en contact avec les gens appropriés. Ca reste quand même à l’échelle des micro-projets.

* 1. Dès lors qu’il est impossible de suspendre ses activités en période de crises, si fréquentes au Sahel, **comment voyez-vous les OSC s’adapter aux crises prolongées ?**

Toute la problématique qui est entrain de se mettre en place avec notre partenaire le l’Est. Réorientation des projets, gestion des risques, retrait du terrain si besoin.

Notre partenaire n’est pas spécialiste d’urgence mais travaille avec les autres organisations en place pour s’adapter à la crise.

Notre rôle c’est d’accompagner ce partenaire sur la question de la sécurité notamment et avec une négociation/discussion sur l’adaptation pour aider les gens à faire face à la crise mais aussi pour mettre en place des mécanismes de sécurité pour le staff (sécurité assez légère jusqu’à présent).

Risque réelle – les écoles risquent être des cibles. La semaine dernière une école a été brulée car elle était publique et pas coranique. On essaie d’être en contact le plus souvent possible pour avoir une meilleure vue sur la situation sur le terrain, et pour ne pas avoir des demandes qui peuvent mettre le partenaire dans une situation de danger.

Pour l’instant la situation évolue très vite et mal dans les dernières semaines. Le suivi pose un problème, on ne sait pas trop comment évaluer ca et mesurer dans cette situation. On n’est pas sur l’urgence et nos équipes ne sont pas formées non plus…

On est principalement un bailleur de fonds et on a la chance d’être très flexible (nos donateurs privés) au niveau des délais, etc. Cela nous permet de continuer à aider ce partenaire. Mais maintenant avec l’ordre de ministère des affaires étrangères interdisant le déplacement, nous sommes un peu perdus. On était en phase d’accroissement d’accompagnement avec ce partenaire, est-ce qu’on reste au niveau actuel, continue à accroitre ? Notre aide reste à distance, on n’est pas sur le terrain.

La question d’adaptation à la crise est très actuelle pour nous, et nous n’avons pas encore toutes les réponses.

* + - Existe-t-il des **modalités d’interventions** qui permettraient d’agir plus efficacement en situation de crise, et des processus adaptés, par ex :
      * approche multi-sectorielle (l’éducation, mais pas uniquement)
      * nouvelles interactions avec les OSC spécialisées dans l’urgence ?
      * nouvelles interactions avec les pays ? Par exemple des actions auprès des gouvernements pour identifier les signaux de crise et préparer une réponse cohérente ou inclusive ?

Le partenaire dans la région de l’Est a des nouvelles interactions avec les OSC spécialisées dans l’urgence pour s’adapter à la crise.

Mais ce qui a l’air de se faire et de fonctionner ce sont des clusters qui rapprochent des acteurs de développement et d’urgence, et un partage d’infos semble se faire. Notre vue est lointaine donc c’est difficile de dire, mais en tous cas ca semble être le cas.

Mais ce réseau dépend de la zone – à l’Est et au Nord les réseaux marchent bien parce que ce sont les zones les plus touchées et donc les partenaires ont des mécanismes de partage. Dans les zones plus calmes ce n’est pas forcement le cas.

* + - Faut-il des **indicateurs spécifiques**, des méthodes alternatives ou innovantes pour apprécier la pertinence et l’efficacité de vos activités en situation de crise

Oui il en faudrait. Ce sont des questions sur lesquelles on réfléchit aussi, mais pour l’instant nous n’avons pas de réponse.

C’est vrai que normalement on ne rentre pas dans les pays en situation de crise, donc on ne sait pas comment faire. Il faut en avoir, mais on ne les a pas encore.

Exemple - suite à la crise de 2012 à Mali, on a décidé de ne pas rentrer dans le pays parce que nous ne savions pas comment on allait faire le suivi dans une situation de crise. Vu que nous avons un système de parrainage d’enfants, on fait un suivi assez individualisé et on tient à avoir la possibilité de se rendre sur le terrain, du coup on ne rentre pas trop dans les situations de crise.

Il y a vraiment une séparation entre les acteurs de développement et d’urgence – nous sommes vraiment sur les terrains différents au niveau des interventions et des donateurs aussi.

La période post-crise – les bailleurs d’urgence sont partis, mais les bailleurs de développement rentre doucement car ils ont peur que la situation dégénère encore…

* + - Pensez-vous que s’inscrire dans des **consortiums** (OSC, bailleurs, autres acteurs) pourrait rapprocher les acteurs en charge de l’urgence et les acteurs en charge du développement ?

C’est une évidence. Le risque de la démultiplication des groupes et aussi la difficulté de trouver un accord entre les acteurs et de définir des objectifs communs. C’est important d’avoir un accès à l’information et croiser les sources d’infos – ce n’est pas toujours évident

* 1. **Si on analyse le cycle du projet** (diagnostic/priorités/mobilisation de ressources/mise en œuvre/suivi-évaluation), qu’est ce qui change en tant de crise ? Comment votre OSC a-t-elle réagi ?

1. **Comment les OSC impliquent-elles les acteurs locaux dans leurs actions en situation de crise/urgence ?**
   * Par ex. les modalités d’inclusion des problématiques venant des enseignants et leurs syndicats, les associations de parents, le secteur économique

Nous c’est les acteurs locaux qui NOUS impliquent plus dans les situations de crise… On ne sait pas trop répondre.

1. Comment les OSC incluent-elles **l’éducation non-formelle et l’éducation relevant du secteur privé ou confessionnel** dans vos efforts en situation de crise/urgence ?

Il y a une difficulté à notre niveau et pour notre partenaire d’anticiper une aggravation de la crise, donc notre partenaire dit « pour le moment nos écoles bilingues ne sont pas prises pour cible »… Donc je ne sais pas si l’éducation non-formelle ou confessionnelle pourrait aider avec cette situation de sécurité.

C’est compliqué de savoir si les écoles coraniques seront la réponse aux problèmes.

Notre partenaire dans l’Est met en action des programmes non-formels (alphabétisation)… mais ce n’est pas lié à la crise, c’est depuis toujours.

Nous n’avons pas assez de recule sur cette crise qui dur que depuis quelques mois.

1. **La notion de résilience :**
   * A-t-on une définition commune de la résilience ? Peut-on la mesurer ? Comment les OSC interviennent sur la résilience des populations ?

Nous n’avons pas de réflexion sur cette thématique encore à Partage

Partenaire dans l’Est a un projet spécifique sur la résilience communautaire – ce n’est pas un projet qu’on soutient.

* + Peut-on adopter une approche inclusive et genrée de l’éducation en situation de crise ?
  + Avez-vous des programmes qui ciblent les filles adolescentes en particulier pour lutter contre le taux bas des filles en éducation secondaire, perpétué par les mariages précoces et forcés ainsi que par les responsabilités familiales ?

Projet de sensibilisation des filles et des communautés – décrit avant.

* + Comment répondez-vous à l’insécurité des filles sur le trajet à l’école, ce qui les empêche de continuer leur éducation ?
  + Est-ce que vos interventions en éducation sont liées à un travail sur les installations sanitaires qui permettraient une meilleure scolarisation, surtout pour les filles mais aussi pour tous les élèves ?

Pas pour l’instant. Ce sont les activités qu’on finance dans le cadre de l’accès à l’école – mais c’est vraiment les partenaires qui soumettent une demande en fonction de leurs priorités. Ca arrive que les partenaires appuient le gouvernement dans l’installation des cabines sanitaires et dans cas on finance ce projet.

L’accès aux sanitaires, le nombres d’enfant en class – on prend ca en compte mais notre rôle est vraiment d’appuie de l’acteur local donc c’est en fonction de leurs priorités et leurs demandes…

1. **La capacité de l’OSC en termes de financement, de compétences, et de personnel, est-elle adaptée aux demandes des situations de crise ?**

C’est un peu nouveau pour nous, donc à Partage on n’est pas habitué à la situation de crise. Ce qui est sur, c’est que nous avons une flexibilité liée a nos fonds propres qui nous permet d’accompagner le partenaire sur une réorientation liée à un changement de contexte. Nous sommes en capacité sur les demandes spécifiques (questions organisationnelles, plan de sécurité, former les équipes sur la gestion de crise, besoin du personnel technique formés sur les métiers d’urgence).

* + Comment faire pour disposer de données, qui sont souvent difficiles à collecter et peu fiables, et encore plus en situation de crise ?

Je fais des points réguliers pour prendre des nouvelles du terrain. Recouper les sources entres nos partenaires. Rester aussi informés que possible c’est l’essentiel.

On s’adapte en fonction de ce qu’on peut glaner et du croisement qu’on peut faire. Ca prend pas mal de temps aussi dans le cadre de notre suivi à nous.

Pour notre partenaire, si eux ils ne pouvaient plus aller dans certaines zones à cause de la crise, ils pourraient quand même avoir des informations de ses réseaux communautaires, ce qui permet de collecter les données avec le moins de déplacement possible.

* + Dans quelle mesure une situation de crise exige-t-elle un accroissement de moyens financiers et personnels ?

Pour nos partenaires tout va dépendre de leur capacité de continuer à agir sur le terrain. Ils doivent décider s’ils vont rester ou passer le relai aux acteurs d’urgence.

Nous on est vraiment un bailleur de développement on n’ira pas sur l’urgence pure.

* + Une situation de crise incite-t-elle de nouveaux financements ? (Des donateurs, des bailleurs qui se sentent concernés, etc.)
  + Est-ce que cela exige une adaptation de la culture d’organisation de votre OSC (par ex. un comportement adapté des agents de l’OSC) ?
  + Avez-vous rencontré des goulets d'étranglement ? Lesquels empêchent votre OSC d’intervenir efficacement en situation de crise ?

1. **Est-ce que vos projets/solutions sont transférables aux autres populations ? Crises ? Pays ?**
   * Peut-on passer à l’échelle et sous quelles conditions ? Avez-vous des exemples
   * Avez-vous identifié des points communs entre les pays ou les crises (par exemple au Sahel) qui peuvent exiger des réponses similaires/transférables ?
   * En quoi sont vos projets simples et/ou flexibles, et assurez-vous un transfert fluide de savoir faire entre opérateurs en situations de crise ?
2. **Pour conclure, quels sont les pièges à éviter dans le soutien à l’éducation en situation de crise ?**
   * Avez-vous des recommandations aux autres OSC dans ce domaine ?

Il ne faut pas rentrer dans le piège de répondre qu’à la crise immédiate sans penser aux besoins sur le long terme. Les projets d’urgence ne doivent pas rentrer en conflit avec des projets de développement…

**Sur le rôle de Coalition Éducation :**

* **Est-ce que votre organisation a développé une réflexion ou des actions sur l’action de la société civile dans les pays du Sahel en situation de crise.**
* **Comment un groupement comme Coalition Education pourrait renforcer son rôle et celui de ses membres pour les situations de crise.**

Partage des informations pour avoir une vraie compréhension sur la situation sur le terrain. Avoir une réflexion sur les contextes, partager les informations, savoir comment les autres organisations réagissent. Avoir une référentielle sur comment agir sur une situation de crise, par exemple.

Nous on est un peu éloigné de CE par notre emplacement hors de Paris, mais la communication en généralement bonne.

* **Quelles seraient vos recommandations pour que Coalition Education soit utile dans ce domaine (plaidoyer par exemple).**

Plaidoyer pour que les interventions se passent plus par des organisation et moins par les forces armées.